

La transition espagnole à la démocratie (1975-1982) : la violence comme acteur politique

Victor Aparicio

▶ **To cite this version:**

Victor Aparicio. La transition espagnole à la démocratie (1975-1982) : la violence comme acteur politique. Transversales, 2022, Violences et transitions, 20, http://tristan.u-bourgogne.fr/CGC/publications/Transversales/Violence_Transitions/V_Aparicio.html. hal-03534119

HAL Id: hal-03534119

https://u-bourgogne.hal.science/hal-03534119

Submitted on 16 Feb 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

La transition espagnole à la démocratie (1975-1982) : la violence comme acteur politique

Victor Aparicio Rodriguez

RÉSUMÉ

Le débat sur la nature, le déroulement, les protagonistes et les conséquences du processus de démocratisation en Espagne après la mort du dictateur Francisco Franco, a été, depuis les quinze dernières années, un sujet vraiment saillant dans la société espagnole. Le discours qui parlait d'une Transition modèle, exemplaire et pacifique, un discours qui avait été hégémonique dès le début du nouveau système démocratique, a été contesté par de nombreuses voix dans de différents milieux politiques, sociaux, médiatique etc. et, bien sûr, académiques. Chez les historiens, il y a un courant qui a démontré l'inexactitude, voir la fausseté, de l'interprétation du caractère pacifique du processus.

Les chiffres de la violence politique sont vraiment élevés : plus de 700 morts, d'après l'étude de Sophie Baby (Sophie Baby, *Le mythe de la Transition pacifique. Violence et politique en Espagne (1975-1982)*, Casa de Velázquez, Madrid, 2012 ; Sophie Baby, *El mito de la transición pacífica. Violencia y política en España (1975-1982)*, Akal, Madrid, 2018). Les violences policières, l'activité terroriste de l'extrême droite, l'extrême gauche et des groupes indépendantistes, l'ombre du coup d'État et le péril d'une involution militaire, toujours présente pendant le processus, ont marqué fortement la société et la politique espagnole des années 70 et des premières années de la décennie suivante. En plus, il faut avoir dans l'esprit le contexte international, avec « les années de plomb » et la troisième vague terroriste qui ont frappé le « monde occidental » à cette époque-là, un contexte dans lequel s'encadre la Transition espagnole, l'une des premières de la « troisième vague » de démocratisation.

Voir l'importance réelle de la violence politique dans ce processus est le but de cette communication. C'est-à-dire, connaître à quel point la violence politique a été un acteur central de celui-ci et comment elle a conditionné certains de leurs aspects. Pour cela, j'étudie le rôle que la violence politique a joué dans différentes organisations de gauche. Comment ces organisations avaient pensé à la violence comme outil politique, leurs réflexions théoriques à cet égard, leurs attitudes face à la violence concrète pratiquée par d'autres acteurs politiques, la manière dont cette violence a frappé l'intérieur de ces organisations et leurs stratégies politiques.

Nous pensons qu'il faut se rapprocher d'une autre manière de l'importance jouée par la violence pendant la Transition espagnole, qu'il faut faire attention à la centralité de ce phénomène, pour aider à bien comprendre le déroulement du processus, et pour mieux connaître les dynamiques de la violence politique dans les sociétés contemporaines.

SOMMAIRE

I. Introduction

II. Les récits de la Transition espagnole

III. Transition, violence politique et victimes

IV. Facteurs déterminants : le passé, la société espagnole des années 70 et le contexte international

V. Les cultures politiques et la centralité de la violence

TEXTE

I. Introduction

Après la mort en novembre 1975 de Francisco Franco, le général qui avait soumis l'Espagne à une dictature féroce depuis la fin des années trente, commence la Transition vers la démocratie, un processus fondamental pour comprendre l'histoire récente du pays ibérique. Après quarante ans d'une dictature qui avait expérimenté de multiples étapes – dont une période ouvertement fascisante –, qui avait une vocation totalitaire et un caractère incontestablement violent et répressif, le pays a connu au milieu des années 1970 un processus de transformation qui l'a conduit à une démocratie parlementaire qui continue aujourd'hui. La Transition a défini le régime politique espagnol actuel et constitue, en grande partie, son « mythe fondateur ». Le changement s'est produit de manière relativement rapide, ce qui ne signifie pas qu'il y avait une feuille de route préconçue, ni que le résultat final était le seul possible. Il est évident que les projets et propositions qui, avec plus ou moins de succès, ont été mis sur la table d'un côté et de l'autre de l'échiquier politique, étaient divers et que, loin de se maintenir invariables du début à la fin de la Transition, ils ont aussi subi des changements et des adaptations au fur et à mesure que le processus général s'est déroulé. Dans ces « transformations » tactiques, stratégiques et/ou politiques des acteurs de la Transition, des organisations, des groupes et des individus qui ont joué un certain rôle dans le processus, de nombreux facteurs ont influencé, qu'ils soient de nature interne-organique à chaque groupe, ou des éléments externes, associés au cadre autochtone du pays ou au contexte international. L'un des éléments qui a précisément conditionné dans un certain sens les acteurs de la Transition a été la violence politique. L'augmentation des niveaux de cette phénomène au cours des années soixante et soixante-dix à l'échelle mondiale et sa présence incontestablement élevée en Espagne dans la période 1975-1982 sont des aspects clés qui permettent de comprendre plus précisément le comportement et les attitudes de certaines organisations politiques et, par conséquent, l'évolution même de la Transition dans son ensemble.

II. Les récits de la Transition espagnole

Pour mieux comprendre ma propre vision de la Transition et les hypothèses de ma recherche, il faut faire un rappel rapide de la manière dont les récits de la Transition espagnole ont évolué, et comment l'élément de la violence politique a été petit à petit inclus dans les recherches les plus rigoureuses[1]. Depuis le début des années 80, coïncidant avec la fin de la Transition et la victoire

électorale du Parti Socialiste Ouvrier Espagnol (PSOE) en 1982, s'est construit et diffusé un récit très concret sur la nature et le développement de la Transition, qui a fini par devenir un « récit hégémonique », largement promu et diffusé à partir des institutions gouvernementales et des médias influents, ainsi que par des disciplines académiques telles que la sociologie ou la science politique. Cette vision, que l'on peut aussi qualifier de « béatifique » ou de « récit mythique », défend le rôle joué par les élites politiques dans le processus de démocratisation, et souligne les éléments structurels qui auraient facilité et, enfin permis le passage à la démocratie d'une dictature qui, depuis les années 1960, avait connu un processus clair de modernisation socio-économique. Cette histoire met surtout en évidence le caractère majoritairement modéré et consensuel du processus, en minimisant les éléments conflictuels qui ont sans doute eu lieu pendant la Transition, et sous-estime le rôle déterminant joué par la société et par certains secteurs sociopolitiques, au-delà des élites, dans la conquête de la démocratie. Ce récit tend aussi à exclure les idées, les projets ou les expériences qui ont posé un dénouement alternatif à celui qui s'est finalement produit. Ce récit comprend, d'autre part, la Transition espagnole comme un processus modèle et exportable en raison, précisément, de son caractère pacifique[2].

Au milieu des années 1990, de nouvelles interprétations du processus ont commencé à émerger – principalement chez la gauche – et elles ont introduit une critique frontale contre le « récit hégémonique ». Très sommairement expliqué, parmi les éléments qui ont facilité ce processus, il faut souligner les suivants : la perte de l'hégémonie socialiste et la montée électorale de la droite (le Parti Populaire) ; l'irruption de l'histoire, de la mémoire et du passé dans le débat politique, un débat qui depuis la Transition avait été exclu de ce domaine ; l'intérêt mémorialiste et la prise de conscience croissante pour les victimes des violences politiques, qu'il s'agisse du terrorisme de l'ETA, du terrorisme djihadiste ou des victimes de la guerre civile et de la dictature, suite à la dynamique amorcée en Europe depuis les années 1980, qui avait placé les victimes de violences politiques au XX^{e} siècle (dictatures, guerres civiles, génocides, etc.) au centre du débat ; diverses tentatives de poursuites judiciaires contre les responsables de la dictature franquiste une loi sur la mémoire historique promue par le PSOE, le parti gouvernemental, en 2007 ; la crise économique de 2008 et ses conséquences sociales, politiques et culturelles, comme le mouvement 15M des indignés en 2011 ou l'émergence du parti politique Podemos en 2014 la fin du terrorisme de l'ETA en 2011 et l'autodissolution de l'organisation en 2018, etc[3]. Tous ces éléments ont alimenté le débat public sur les victimes des violences politiques, la mémoire et les histoires du passé, d'une part, et ont créé une série de courants d'opinion très critiques avec ce qu'on a appelé péjorativement le « Régime de 78 » – c'est-à-dire le régime politique qui a émergé avec la Transition –. Tout cela a contribué à favoriser un large débat sur l'origine du système démocratique actuel et sa supposée faible qualité démocratique.

Cette critique du « récit hégémonique » a permis de démystifier certains aspects de la Transition et d'ouvrir le débat vers de nouvelles interprétations, auxquelles a également contribué le développement d'une nouvelle historiographie sur le franquisme depuis les années 1990. Ces nouvelles approches épistémologiques ont porté sur l'étude des dernières étapes de la dictature – dont la Transition –, la nature politique du régime lui-même ou de l'opposition antifranquiste, dans une perspective beaucoup plus attentive aux aspects sociaux. Ensuite, on a commencé à remettre en cause les interprétations qui mettaient l'accent sur le consensus et le rôle des élites politiques, en mettant au premier plan le conflit social, les protestations et les mobilisations populaires comme éléments moteurs du processus de démocratisation[4]. Ces transformations de la discipline historique ont permis la réalisation d'études à partir de perspectives nouvelles qui

ont généré une liste riche de travaux plus rigoureux, élargissant les approches et abordant des questions qui avaient été souvent laissées en arrière-plan[5].

La violence politique a été précisément l'un de ces « points noirs » de la Transition qui, progressivement, a pris du poids dans les recherches les plus récentes, qui lui ont donné une plus grande centralité et ont mis en évidence ce « mythe » d'une démocratisation pacifique. L'énorme déséquilibre entre les nombreuses études axées sur la répression de la guerre et de l'après-guerre et la rareté des travaux qui analysent le phénomène de la violence politique dans l'une des périodes clés du passé récent de l'Espagne, celle de la Transition, a été progressivement surmonté. Les études académiques les plus remarquables menées depuis les années 1980 sur la Transition n'ont pas complètement caché l'existence de violences politiques au cours du processus, la gravité du terrorisme de l'ETA ou la menace constante du coup d'État, mais elles ont souffert d'importantes lacunes et d'un manque évident d'approfondissement. Il n'y a pas eu d'études spécifiques sur ce phénomène menées de manière globale cependant, les lieux communs et les explications partielles et superficielles ont été assez fréquents, en grande partie établis par ce « récit hégémonique » dont nous avons parlé. C'est à partir de cette rénovation historiographique des années 90 et des facteurs susmentionnés qui ont provoqué l'augmentation de l'intérêt et des réinterprétations sur la Transition dans certaines sphères politiques, sociales et médiatiques, qu'une plus grande attention a commencé à être accordée aux éléments du conflit et aux protestations et mobilisations populaires comme moteur du processus, ce qui a fait remettre en question plus fortement le récit d'une Transition pacifique et consensuelle. Par conséquent, on a assisté à une prolifération des études spécifiques sur la violence dans la Transition et des travaux qui comblent cette lacune historiographique et qui montrent l'énorme importance de ce phénomène[6].

III. Transition, violence politique et victimes

Je ne ferai pas l'analyse des différents travaux qui ont été publiés à ce sujet, mais je trouve qu'il est nécessaire de souligner le travail de Sophie Baby, Maîtresse de conférences en histoire contemporaine à l'Université de Bourgogne, lequel est considéré, à ce jour, comme l'étude la plus complète et la plus rigoureuse du phénomène de la violence dans la Transition, et le travail à partir duquel, dans une large mesure, a débuté ma propre recherche. Sa thèse de doctorat présentée en 2006, publiée sous le titre *Le mythe de la transition pacifique. Violence et politique en Espagne (1975-1982)*, édité en espagnol en 2018, a profondément marqué l'historiographie espagnole de cette période historique[7]. L'axe central autour duquel s'articule l'œuvre de Sophie Baby est la critique de l'histoire de la « Transition immaculée » comme processus mythifié, dont les éléments justificatifs seraient justement son caractère prétendument pacifique. L'objectif de sa recherche est donc de démanteler ce mythe et, par conséquent, de montrer l'importance que la violence, « l'angle mort » du processus, a eu dans le nouveau cadre politique ouvert après la mort de Franco[8]. Sophie Baby comprend cette violence non pas comme un phénomène isolé ou exceptionnel, mais elle l'identifie plutôt comme un phénomène central, avec une présence quasi quotidienne : « loin d'être périphérique, la violence envahit ces années-là l'espace social de la Transition, ce qui explique que la population urbaine ordinaire n'a pas pu échapper à son impact destructeur »[9]. C'est pour cela que Sophie Baby essaie d'offrir une vision globale, intégrale, de la violence politique à cette période-là, en cherchant à identifier les acteurs violents – « violences contestataires » et « violences d'État » –, la nature de leurs actions, leurs objectifs, leur territoire de distribution, les cycles et phases de la violence, le nombre total d'actions et de morts, etc., et elle élabore une base de données d'une précision remarquable sur les événements violents

survenus entre 1975 et 1982. Les approches théoriques et méthodologiques de Sophie Baby, ainsi que les aspects quantitatifs et qualitatifs de son travail constituent, à mes yeux, l'une des plus grandes avancées historiographiques dans ce domaine.

Ma recherche est basée sur le travail de l'universitaire Sophie Baby et vise à approfondir son argumentation, c'est-à-dire, à démontrer l'énorme importance que la violence politique a eu pendant la transition espagnole, en explorant les aspects qualitatifs de ce phénomène. À mon avis, la « centralité » de la violence politique dans ce processus ne fait aucun doute. Je ne veux pas affirmer catégoriquement que la violence était l'élément central et principal de la Transition, mais qu'elle en a déterminé certains aspects. La violence est un aspect fondamental et central des transformations socio-politiques contemporaines, présente dans les « transitions » et les changements de toutes sortes. Des « histoires de la violence » comme celle de Graham et Gurr sur la violence aux États-Unis (Hugh Davis Graham et Ted Robert Gurr [dir.]), *Violence in America. Historical and Comparative Perspectives*), de Clive Emsley sur la violence dans la société anglaise (Clive Emsley, *The English and Violence since 1750*), de Norbert Elias, qui donne une vision plus générale de l'évolution des sociétés occidentales depuis le Moyen Âge, de leur pacification et de la « répression » intérieure de la violence (Norbert Elias, *Sur le processus de civilisation. Recherches sociogénétique et psychogénétique*) ou, bien sûr, de Charles Tilly (Charles Tilly, *Les révolutions européennes, 1492-1992 Violence collective*) et leurs nombreuses études sur la violence du point de vue des sciences sociales, réaffirment la thèse de l'importance cruciale de la violence, de son caractère performatif et relationnel, dans les sociétés contemporaines et dans les processus de transformation sociale, économique et politique.

La violence politique dans la Transition espagnole était vraiment élevée. Sophie Baby identifie la Transition (1975-1982) comme un cycle de violence en soi, divisé en plusieurs phases différenciées par les caractéristiques de la violence qui s'y déroule. La première aurait compris les années 1975 à 1977, et aurait été caractérisée par une « violence de basse intensité », où prévalaient « des actions violentes dispersées, urbaines et tumultueuses ». Bien que l'extrême droite ait été l'auteur de 48% des « actions contestataires »[10], étant l'acteur principal de la plupart des actes de violence, le plus grand nombre de morts est attribué à l'action des Forces de l'Ordre Public. Le deuxième cycle est celui qui comprend les « années de plomb » du terrorisme en Espagne, de 1978 à 1980. Selon Sophie Baby, « la violence terroriste va passer au premier plan, supplantant la violence de basse intensité, qui tend à disparaître », le terrorisme se spécialise et le nombre d'acteurs qui l'exercent est réduit : ETA – nettement prédominante –, GRAPO et l'extrême droite[11]. Après 1980, a commencé le troisième cycle défini par Sophie Baby, dans lequel les niveaux absolus de violence ont chuté, avec la disparition presque totale de la « violence de basse intensité » et la réduction presque absolue de la violence terroriste à l'action de l'ETA, qui perd, cependant, létalité en contrepoint, dans cette dernière période de la Transition, il faudrait prendre en compte les conséquences du coup d'État de février 1981 et du « prétorianisme » militaire[12].

L'étude menée par Sophie Baby nous donne des chiffres très élevés sur l'impact de la violence politique. Le corpus préparé par l'auteur révèle environ 3 200 événements violents survenus entre le dernier trimestre de 1975 et le dernier mois de 1982 et qui, comme elle l'admet, ne représenteraient « plus qu'un minimum » du total réel, vraisemblablement plus élevé[13]. Le nombre de morts s'élèverait à 714, dont 536 imputables à des « violences contestataires » et 178 à des « violences d'État ». Selon cette étude, 376 décès pourraient être imputés au terrorisme de l'ETA, incontestablement le plus meurtrier de la Transition – 56% du total des morts et 70 % des

victimes de « violences contestataires » –, 66 au GRAPO, 9 à d'autres groupes « d'extrême gauche », et 68 à l'extrême droite[14]. En ce qui concerne les violences imputables d'une manière ou d'une autre à l'appareil d'État, Sophie Baby impute 32 décès à des actes de brutalité policière commis lors de la dispersion des manifestations, 132 causés par des « incidents policiers » – décès aux barrages routiers, dans les dossiers de pétitions, lors d'arrestations, après une persécution ou une patrouille de routine – et 6 pour torture[15].

IV. Facteurs déterminants : le passé, la société espagnole des années 70, et le contexte international

Prenant en compte ces données, on peut imaginer l'impact de ce phénomène sur la société espagnole dans les années 1970, surtout à une époque aussi délicate que la transition d'une dictature à une démocratie. Une société profondément touchée, « traumatisée », par les violences passées de l'histoire récente, principalement de la Guerre Civile et de la répression franquiste, une société avec un état d'esprit général, comme le montrent les études les plus rigoureuses, peu porté à l'affrontement et sur un niveau de confrontation politique qui pourrait conduire à un nouveau conflit violent[16]. Quarante ans de dictature franquiste, de répression et de propagande avaient ébranlé une société qui avait été instillée par la peur et à laquelle le Régime de Franco, même sans y parvenir entièrement, avait tenté de démobiliser et de générer des attitudes passives et distantes sur les questions politiques. Malgré cela, cependant, la société – ou une partie de celle-ci – s'est mobilisée et a ainsi empêché la continuité du régime franquiste, même s'il y avait des limitations insurmontables et si elle n'a pas réussi à renverser la dictature – en grande partie grâce au maintien de l'appareil répressif franquiste pendant le processus de changement politique[17]. En plus de ces limites externes à la capacité de pression et de mobilisation de la société, il faut aussi signaler les aspirations réelles de celle-ci, qui ne passaient pas par un changement radical vers un scénario révolutionnaire, mais qui optaient plutôt pour la modération et pour une transformation qui ne bouleversait pas le bien-être matériel obtenu pendant le régime franquiste. La paix, l'ordre et la sécurité ont été placés devant la liberté et la justice. Dans ce contexte, il n'est pas surprenant que, parmi les principales préoccupations de la société espagnole, ainsi que des partis politiques majoritaires, figure celle de la violence politique.

La violence politique et la manière dont la société comprenait et intériorisait cette question, étaient donc un élément à prendre en compte par les différentes organisations politiques, syndicales et sociales qui ont participé activement au processus de démocratisation en Espagne. Ils ont été des facteurs qui les ont marqués, dans certains cas de manière décisive, au moment de formuler leurs stratégies et approches politiques. Pour élucider l'impact réel du phénomène de la violence et sa centralité dans la Transition, mes recherches ont tenté d'analyser les discours et les pratiques que différentes cultures politiques de gauche ont soulevées sur ces questions du socialisme, de l'anarchisme jusqu'au communisme et de la gauche révolutionnaire. Ma recherche tente d'élucider la manière dont les cultures susmentionnées ont théorisé les aspects liés à la violence politique depuis les dernières années du régime franquiste jusqu'à la fin de la Transition. Les théorisations et les positionnements des organisations choisies ne peuvent être expliquées sans procéder à une analyse rétrospective de leur évolution historique. Alors, lorsqu'il s'agit de formations anciennes comme le PSOE, le CNT ou le PCE, il est essentiel de comprendre leur évolution depuis la défaite militaire subie en 1939, puisque c'est à cette date que s'ouvre clairement une nouvelle période, fortement conditionnée par la répression et l'exil, qui marquera profondément non seulement l'histoire de ces organisations, mais aussi la société espagnole dans son ensemble. C'est après la défaite de la guerre civile que certains des horizons politiques et des

propositions tactiques et stratégiques, qui caractérisaient auparavant ces groupes, sont brutalement tronqués. C'est également tout au long de la dictature franquiste que se développeront certains des éléments les plus déterminants de ce qui sera plus tard son attitude pendant la Transition, comme le montre l'exemple paradigmatique de la Politique de Réconciliation Nationale du PCE, ou la fermeté du PSOE de trouver une « solution pacifique au problème espagnol ».

Pour les partis dont la naissance est post-guerre civile, c'est-à-dire ceux associés à la gauche révolutionnaire, il est également essentiel de comprendre le contexte global dans lequel ils apparaissent, et de prendre en compte les éléments qui ont défini la nature politique de ces organisations dans les années 1960. Pour cela, il faut prêter une attention particulière à un contexte international marqué par la convulsion du *68* comme un cycle de protestations mondiales, à la réinterprétation et la revalorisation de la violence comme outil politique dans certains milieux de la gauche, et à la « troisième vague terroriste »[18]. Les processus de décolonisation et les luttes de libération nationale (Cuba, Algérie, Vietnam), le « tiers-mondisme », l'influence de la Chine et du maoïsme, les expériences de la guérilla latino-américaines, le rejet au XVIII^{e} congrès du PCUS et de la coexistence pacifique, la réinterprétation des classiques marxistes et anarchistes, l'apparition d'auteurs novateurs (Marcuse, Fanon), ou la critique de la génération « soixante-huitard » et « babyboomer » aux manières de vie et aux structures socio-politiques des sociétés occidentales, vont créer un corpus théorique, idéologique et pratique, qui générerait un langage de plus en plus radical parmi de nombreuses composantes de la Nouvelle Gauche et une rhétorique d'une plus grande belligérance dans les discours des organisations et mouvements politiques émergents. Le *68*, donc, compris comme un phénomène mondial, a provoqué ce que l'activiste historique de la Ligue Communiste Révolutionnaire, Daniel Bensaïd, a qualifié de « rébellion quasi planétaire de la jeunesse » qui a touché aussi aux militants antifranquistes[19].

Les dynamiques de radicalisation qui se sont forgées dans certains secteurs d'une jeunesse qui a pris conscience d'elle-même comme sujet politique, l'impact généré par certaines réponses répressives contre le mouvement contestataire lui-même – ce que le sociologue italien, Luigi Manconi, a appelé « les traumatismes originaux »[20] –, et certaines frustrations acquises après le déclin du cycle protestataire du *68* et son relatif échec politique, ont été des facteurs qui ont conduit certains de ses militants à pratiquer la violence, à un degré plus ou moins élevé, et à l'incorporer comme l'un de leurs fondements politiques, générant une série de dynamiques de clandestinité et de terrorisme une fois terminé le cycle des mobilisations du *68*, ce qui a laissé place aux soi-disant « années de plomb », ou ce que certains auteurs ont appelé la « troisième vague terroriste »[21]. On assiste ainsi à une recrudescence de la violence de groupes comme l'IRA en Irlande du Nord, ou à l'apparition de groupes terroristes comme la Fraction Armée Rouge (RAF) en Allemagne, ou les Brigades Rouges (BR) en Italie. Le contexte international et la « troisième vague terroriste » obligent à relativiser un prétendu exceptionnalisme ou singularité espagnole par rapport à la violence politique contemporaine. La violence qui s'est produite pendant la Transition, loin de constituer un autre axiome d'un mythe qui attribue un certain esprit « caïnite » au caractère des espagnols, n'est pas isolée et ne peut être expliquée sans observer les dynamiques de violence développée dans le reste du monde, et notamment celles qui ont touché les pays du « bloc occidental » entre les années 1960 et 1980.

V. Les cultures politiques et la centralité de la violence

Comme cela a été expliqué, des particularités liées à l'histoire récente de l'Espagne, telles que les traumas de la Guerre Civile et la répression de la dictature, d'autres questions comme l'état d'esprit et les attitudes de la société espagnole dans les années 1970, ainsi que des facteurs de nature internationale, incluaient la violence politique, d'une certaine manière, comme facteur déterminant. D'autre part, le contexte particulier de la Transition, qui s'est déroulée au milieu d'un cycle spécifique et particulièrement intense de violence autochtone, mettant en scène à la fois des groupes terroristes et des acteurs contestataires ainsi que les appareils d'État, a incontestablement contribué à situer la violence politique dans un degré d'importance élevé. Mon étude a cherché à démêler l'impact et l'assimilation de toutes ces questions dans une série de cultures politiques de gauche, pour tenter de démontrer comment la question de la violence politique a acquis une centralité fondamentale dans la vie organique et publique de ces organisations, ce qui, en fin de compte, a eu un impact direct sur le développement même du processus de Transition. À cette fin, ma recherche prétend élucider la manière dont la théorisation de la violence s'est reflétée dans les approches et stratégies politiques de ces organisations à l'époque de la fin du Franquisme et de la Transition. On part de l'idée que ces aspects, loin d'être secondaires, constituaient dans certains cas une partie centrale des élaborations théoriques et des propositions politiques des formations susmentionnées ou, du moins, avaient une pertinence vraiment transcendante dans certains moments et situations. L'ensemble de sujets touchés et interpellés par la violence politique ne doit pas être pensé en termes binaires victime-agresseur, ou simplifié à la relation entre les auteurs et les effets les plus directs et immédiats de l'acte violent, puisque son impact traverse l'ensemble du corps social et il « oblige » d'autres sujets à adopter un positionnement spécifique. En décryptant les discours et les pratiques des formations choisies concernant la violence et son usage politique, je veux montrer en quoi ce facteur a été un déterminant de plus dans leur développement historique, ainsi que dans les différentes positions générales avec lesquelles elles ont affronté la Transition. Puisque la violence, selon ma thèse, a conditionné d'une certaine manière certains aspects et comportements politiques des organisations citées, acteurs indiscutables de la Transition, enfin, elle a aussi affecté le développement même du processus.

Avec tout cela, contrairement aux interprétations qui identifient la Transition comme un processus généralement pacifique, ma thèse établirait une série d'arguments qui s'ajoutent aux études précédentes qui ont critiqué et, à mon avis, amplement démantelé cette vision. De même, la confirmation des hypothèses que je propose placerait le phénomène de la violence politique vers une dimension d'une importance considérable, tout en nuançant les interprétations qui, bien qu'elles ne la nient pas catégoriquement, en relativisent l'impact. Pour conclure, la violence politique a certainement été un élément central du processus de démocratisation espagnol, sans lequel sa complexité ne peut pas être comprise. La violence se transforme, alors, en un acteur politique qu'il faut prendre en compte pour bien comprendre la Transition.

NOTES

[1] On peut trouver des analyses historiographiques sur les différentes interprétations de la Transition espagnole dans, par exemple : Pere Ysàs, « La Transición española en la democracia : historia y mitos », dans María Jesús Espuy Tomás, et Olga Paz Torres, [coords.], *30 años de la*

ley de amnistía (1977-2007), Dykinson, Madrid, 2009, p. 19-40, Manuel Ortiz Heras, « Historiografía de la transición », dans *VVAA, La transición a la democracia en España. Historia y Fuentes documentales : Actas de las VI Jornadas de Castilla-La Mancha sobre Investigación en archivos*, Guadalajara, 4-7 novembre 2003, Archivo Provincial Histórico de Guadalajara, ANABAD Castilla-La Mancha, Junta de Comunidades de Castilla-La Mancha, Guadalajara, 2004, p. 223-240 ; Gonzalo Pasamar, « Cómo nos han contado la Transición ? Política, memoria e historiografía (1978-1996) », *Ayer*, 99 (2015), p. 225-249.

[2] Une explication critique d'un tel récit, dans Juan Antonio Andra de Blanco, « A vueltas con la Transición : auge, declive y revival de un relato encomiástico » ; Eduardo Abad García, Carmen García et Francisco Erice Sebares, *El antifranquismo asturiano en (la) Transición*, Ediciones Trea, Gijón, 2021, p. 21-39. Cependant, comme le souligne Gonzalo Pasamar, l'hégémonie de cette histoire n'a jamais été totale et absolue. Les critiques de cette « vision triomphale et prévisible de la Transition » existaient dès la même période où elle s'est déroulée, et c'est un peu plus tard, à partir de 1982, dans la période de consolidation démocratique, lorsqu'on commence à voir une diffusion de l'histoire qui légitime et défend le processus à tout prix. Cependant, même les interprétations attribuées à cette histoire n'ont pas totalement oublié la transition « dans la rue », non plus les éléments d'improvisation, et elles n'ont pas caché « la violence qui jalonnait la période », Gonzalo Pasamar, *La Transición española a la democracia ayer y hoy. Memoria cultural, historiográfica y política*, Marcial Pons, Madrid, 2019, p. 69-117 et 252-258.

[3] Sur toutes ces questions, voir : Carsten Humlebaek, « Usos políticos del pasado reciente durante los años de gobierno político del PP », *Historia del Presente*, 3 (2004), p. 157-168 ; José Antonio Pérez Pérez, « El incómodo pasado del País Vasco », Lourenzo Fernández Prieto [coord.], *Memoria de guerra y cultura de paz en el siglo XX : De España a América, debates para una historiografía, Santiago de Compostela, 2012, 302-309* ; Gonzalo Pasama, *La Transición española…*, *op. cit.*, p. 155-218 ; Marina Montoto Ugarte, « Una mirada a la crisis del relato mítico de la Transición : la "Querella argentina" contra los crímenes del franquismo », *Kamchatka*, 4 (2014), p. 125-145 ; Santos Juliá, « El retorno del pasado al debate parlamentario (1996-2003) », *Alcores. Revista de Historia Contemporánea*, 7 (2009), p. 231-256 ; José Carlos Rueda Laffond, « El candado del 78 : Podemos ante la memoria y la historiografía sobre la ruptura democrática », *Historia Contemporánea*, 53 (2016), p. 725-75 ; Jesús Izquierdo Martín, « Ante el desafío de la memoria : disciplina o pluralismo interpretativo ? », *Ayer*, 111 (2018), p. 333-347.

[4] Abdón Mateos, « La interpretación del franquismo : de los orígenes de la guerra civil a la larga duración de la dictadura », *Studia Histórica. Historia Contemporánea*, 21 (2003), p. 199-212 ; Carsten Humlebaek, « Usos políticos del pasado…», *op. cit.*, p. 161 ; Sergio Gálvez Biesca, « El proceso de recuperación de la "memoria histórica" en España : Una aproximación a los movimientos sociales por la memoria », *International Journal of Iberian Studies*, vol. 19, 1 (2006), p. 33-34 ; Santo Juliá, « El retorno del pasado…», *op. cit.*, p. 233-235.

[5] Nous recommandons, par exemple, les études rédigées par Carme Molinero et Pere Ysàs, Xavier Domènech, Manuel Pérez Ledesma, Álvaro Soto ou la série de travaux coordonnés par Rafael Quirosa-Cheyrouze y Muñoz.

[6] Quelques exemples : José Piñuel, *El terrorismo en la transición española*, Fundamentos, Madrid, 1986 ; Mariano Sánchez Soler, *La Transición sangrienta. Una historia violenta del*

proceso democrático en España (1975-1983), Península, Barcelona, 2010 ; Sophie Baby, Olivier Compagnon et Eduardo González Calleja [dir.], *Violencia y transiciones políticas a finales del siglo XX. Europa del Sur-América Latina*, Casa de Velázquez, Madrid, 2009, Xavier Casals i Meseguer, *La transición española. El voto ignorado de las armas*, Pasado & Presente, Barcelona, 2016, Pau Casanellas, *Morir matando. El franquismo ante la práctica armada, 1968-1977*, Catarata, Madrid, 2014.

[7] Sophie Baby, *El mito de la transición pacífica. Violencia y política en España (1975-1982)*, Akal, Madrid, 2018, édition française : Sophie Baby, *Le mythe de la Transition pacifique. Violence et politique en Espagne (1975-1982)*, Casa de Velázquez, Madrid, 2012.

[8] « Rares sont les œuvres qui remettent directement en cause la vision canonique de la transition. Cependant, le fait d'envisager la violence et l'influence qu'elle a pu avoir sur le processus de changement de régime se heurte de plein fouet à cette représentation hégémonique. Les historiens, comme les politologues, les sociologues et les juristes, ont donc préféré l'ignorer, comme en témoignent les manuels généraux, même les plus récents, qui consacrent rarement un chapitre à la menace de la violence », Sophie Baby, *El mito de la transición pacífica. Violencia y política en España (1975-1982)*, Akal, Madrid, 2018, p. 25.

[9] Sophie Baby, *El mito, op. cit.*, p. 94.

[10] Sophie Baby, *El mito, op. cit.*, p. 25, la citation ci-dessus, dans p. 250. Sophie Baby fait la distinction entre « violences contestataires » – celle de l'extrême droite, la gauche révolutionnaire et le nationalisme radical – et « violences d'État » – abus commis dans le cadre d'une manifestation, incident policier et torture.

[11] Sophie Baby, *El mito…op. cit.*, p. 284-285.

[12] Les cycles de violence sont décrits dans les pages 243-329. Sur le « prétorianisme » de la période 1980-1982, voir Xavier Casals i Meseguer, *La transición española…op. cit.*, p. 481-553.

[13] Sophie Baby, *Ibid.*, p. 79.

[14] Sophie Baby, *Ibid.*, p. 95-96.

[15] Sophie Baby, *Ibid.*, p. 475.

[16] Paloma Aguilar Fernández, *Políticas de la memoria y memorias de la política*, Alianza Editorial, Madrid, 2008 ; Rafael López Pintor, et Ricardo Buceta, *Los españoles de los años 70. Una versión sociológica*, Tecnos, Madrid, 1975 ; Antonio López Pina et Eduardo López Aranguren, *La cultura política de la España de Franco*, Taurus Ediciones, Madrid, 1976 ; Rafael López Pintor, *La opinión pública española : Del franquismo a la democracia*, CIS, Madrid, 1982.

[17] Sur le rôle crucial de la mobilisation sociale pendant la transition, voir Quirosa-Cheyrouze et Rafael Muñoz (ed.), *La sociedad española en la Transición. Los movimientos sociales en el proceso democratizador*, Biblioteca Nueva, Madrid, 2011 ; Pilar Toboso Sánchez, « La aportación de los *nuevos* movimientos sociales a la democracia en España », dans Manuel Pérez Ledesma et Ismael Saz [coords.] : *Historia de las culturas políticas en España y América Latina.*

Volumen 2. Del franquismo a la democracia. 1936-2013 ; Marcial Pons et Prensas de la Universidad de Zaragoza, Madrid et Zaragoza, 2015, p. 81-109.

[18] Sur le *68*, la bibliographie est énorme. On cite à titre informatif cette sélection d'ouvrages : Mario Maffi, *La cultura underground*, vol. I, Anagrama, Barcelona, 1972 ; U. Bergmann, R. Dutsche, W. Lefèvre, et B. Rabehl, *La rebelión de los estudiantes*, Ariel, Barcelona, 1976 ; Massimo Teodori, *Las nuevas izquierdas europeas (1956-1976)*, Blume, Barcelona, 1978 ; Jeremi Suri, *Power and Protest. Global Revolution and the Rise of Retente*, Harvard University Press, Cambridge y Londres, 2003 ; Geoff Eley, *Un mundo que ganar. Historia de la izquierda en Europa 1850-2000*, Crítica, Barcelona 2003 ; Mark Kurlansky, *1968, El año que conmocionó al mundo*, Ediciones Destino, Barcelona, 2004 ;Nanni Balestrini, Primo Moroni, *La horda de oro (1968-1977). La gran ola revolucionaria y creativa, política y existencial*, Traficantes de sueños, Madrid, 2006 ; Manuel Garí, Jaime Pastor et Miguel Romero [eds.], *1968. El mundo pudo cambiar de base*, Catarata, Madrid, 2008 ; Joseph Fontana, *El siglo de la revolución. Una historia del mundo desde 1914*, Crítica, Barcelona, 2017 ; Richard Vinen, *1968. El año en el que el mundo pudo cambiar*, Crítica, Barcelona, 2018 ; Arthur Marwick, *The sixties : social and cultural transformation in Britain, France, Italy and the United States, 1958-1974*, Oxford University Press, Oxford y Nueva York, 1998.

[19] Manuel Garí, Jaime Pastor et Miguel Romero [eds.], *1968. El mundo pudo cambiar de base*, Catarata, Madrid, 2008, p. 22.

[20] Isabelle Sommier, *La violence politique et son deuil. L'après 68 en France et en Italie*, Presses Universitaires de Rennes, 2008, p. 158.

[21] Sur la « troisième vague terroriste » : David C. Rapoport, « The Four Waves of Rebel Terror and September 11 », *Anthropoetics*, vol. VIII, nº 1 (2002), href="http;://anthropoetics.ucla.edu/ap0801/terror/ ; Eduardo González Calleja , *El laboratorio del miedo. Una historia general del terrorismo*, Barcelona, Crítica, 2012 ; Jeffrey Kaplan, « Terrorism's Fifth Wave : A Theory, a Conundrum and a Dilemma », *Perspectives on Terrorism*, vol. II, nº 2 (2008). Quelques travaux pour l'étude de cas particuliers : Juan Avilés, José Manuel Azcona, et Matteo Re [eds.], *Después del 68 : la deriva terrorista en Occidente*, Sílex, Madrid, 2019 ; Eduardo González Calleja, *Políticas del miedo. Un balance del terrorismo en Europa*, Biblioteca Nueva, Madrid, 2002 ; Ignacio Sánchez-Cuenca, *Las raíces históricas del terrorismo revolucionario*, Catarata, Madrid, 2021 ; Alberto Martín Álvarez et Eduardo Rey Tristán, *Revolutionary Violence and the New Left. Transnational Perspectives*, Routledge, New York & London, 2018 ; Donatella Della Porta, *Social Movements, Political Violence and the State. A Comparative Analysis of Italy and Germany*, Cambridge University Press, 1995 ; Donatella Della Porta, *Clandestine Political Violence*, Cambridge University Press, 2013 ; Gilda Zwerman, Patricia G Steinhoff et Donatella Della Porta, « Disappearing Social Movements Clandestinity in the Cycle of New Lefty Protest in the US, Japan, Germany and Italy », *Mobilization : An International Journal*, 5/1 (2000), p. 85-104 ; Walter Laqueur, *Una historia del terrorismo*, Paidós, Barcelona, 2003 ; Ivan Carel, Robert Comeau et Jean-Philippe Warren [eds.], *Violences politiques. Europe et Amériques, 1960-1979*, Lux Éditeur, Canadá, 2013 ; Mario Moretti, *Brigadas Rojas. Entrevista con Carla Mosca y Rossana Rossanda*, Akal, Madrid, 2002 ; Isabelle Sommier, *La violence politique et son deuil. L'après 68 en France et en Italie*, Presses Universitaires de Rennes, 2008 ; Pierpaolo Antonello et Alan O'Leary [eds.], *Imagining terrorism. The rethoric and representation of political violence in Italy 1969-2009*, Legenda,

Londres, 2009 ; Anna Cento Bull, Philip Cooke, *Ending terrorism in Italy*, Routledge, Nueva York, 2013 ; Ron Jacobs, *The Way the Wind Blew, A History of the Weather Underground*, Verso, 1997 ; Maurice Isserman, Michael Kazin, *America Divided. The Civil War of the 1960's*, Oxford University Press, Nueva York, 2000 ; Jeremy Varon, *Bringing the War Home. The Weather Underground, the Red Army Faction, and Revolutionary Violence in the sixties and seventies*, University of California Press, 2004 ; Martin Klimke, *The Other Alliance. Student Protest in West Germany and the United States in the Global Sixties*, Princeton University Press, 2009 ; William Marotti, « Japan 1968 : the Performance of Violence and the Theater of Protest », *The American Historical Review*, 111/1 (2009), p. 97-135 ; J.-D Taylor, « The Party's Over ? The Andry Brigade, the Counterculture and the British New Left, 1967-1972 », *The Historical Journal*, 58/3 (2015), p. 877-900 ; Stephan Aust, *The Baader-Meinhof Complex*, The Badley Head, Londres, 2008.

Victor Aparicio Rodriguez, « La Transition espagnole à la démocratie (1975-1982) : la violence comme acteur politique », Revue TRANSVERSALES du LIR3S - 20 - mis en ligne le 12 janvier 2021, disponible sur :
http://tristan.u-bourgogne.fr/CGC/prodscientifique/Transversales.html.